

Lettre ouverte aux catholiques perplexes



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

À la veille de cette échéance décisive pour l'avenir de notre pays, vous vous interrogez peut-être encore. Au-delà de sa personne, vous n'avez pas de sympathie particulière pour le programme de Monsieur Macron, ni pour l'action passée de ceux qui le soutiennent aujourd'hui, mais vous hésitez à voter pour sa concurrente.

Peut-être êtes-vous de ceux qui avez cru, en votant pour François Fillon, soutenir des convictions plus proche des vôtres, bien qu'en matière de défense de la vie il se fût empressé de dire que ses convictions personnelles n'auraient aucune conséquence sur son action politique, et d'ailleurs n'en avaient jamais eu. Aujourd'hui les masques sont tombés; l'intéressé déclare à qui veut l'entendre que la principale cause de son échec est le soutien que lui a apporté «Sens Commun», cette frange de catholiques courageux qui pourtant l'avaient soutenu jusqu'au bout et qui en dépit de la publicité faite sur les faiblesses du personnage, ne l'avaient pas abandonné au milieu du gué, contrairement à ses amis politiques les plus proches, et avaient permis, lors de la grande manifestation du Trocadéro, de maintenir une candidature bien compromise. Dans ces conditions, vous n'êtes évidemment pas tenu, bien au contraire, de le suivre dans un ralliement immédiat et inconditionnel à l'ancien ministre de l'Économie de M. Hollande, dont la veille encore il dénonçait le programme néfaste pour la France.

Certains aujourd'hui voudraient aussi vous faire croire que le vote en faveur d'Emmanuel Macron est celui de l'ouverture, de la générosité aux antipodes de celui en faveur de Marine Le Pen, représentant le repli, l'hostilité au monde extérieur, l'égoïsme, etc.

L'une de vos principales réticences tient peut-être à la volonté de la candidate nationale de restreindre voire d'inverser le courant migratoire : on veut faire croire aux chrétiens que ce serait un manque de charité, une violation du devoir d'hospitalité, la force de la propagande est telle que certains vont le répétant, qui sont de bonne foi.

N'en croyez rien : le devoir d'hospitalité qui s'impose au chrétien dans sa vie personnelle ne saurait déboucher sur je ne sais quelle obligation de morale politique qui voudrait que l'État, protecteur de la nation, laissât pénétrer sur son territoire quiconque voudrait y rentrer. Car si l'action politique doit dépendre de la morale, la morale politique a ses règles propres, qui sont ordonnées au bien commun. Par exemple : c'est une obligation faite aux chrétiens que de pardonner les offenses qui leur sont faites. Mais que dirait-on d'un État dont les dirigeants, sous prétexte de fidélité à l'Évangile, renonceraient à poursuivre le crime, et à punir les coupables? On dirait que cet Etat manque gravement à ses devoirs. C'est la raison pour laquelle Saint Paul dit que c'est à juste titre que le prince use du glaive contre les criminels (Romains, 13).

Au cours des 20 dernières années, la France a accueilli 9 millions d'étrangers. Si beaucoup se sont intégrés, dont souvent les enfants ou petits-enfants sont dans nos rangs, il faudrait être aveugle pour ne pas en voir les conséquences sur la cohésion sociale, sur la montée du communautarisme, sur l'islamisation progressive, mais radicale de bien des secteurs de nos villes, et aussi, sur la progression de la délinquance : en effet, quelle que soit l'honnêteté de beaucoup, si l'immigration n'en est certes pas le seul facteur, elle en est certainement l'un des plus importants. Le déracinement, la perte des repères de la société d'origine, et trop souvent le refus d'accepter ceux de la société d'accueil, sont autant de facteurs qui y prédisposent naturellement. Ceux qui, sous des prétextes humanistes, où sous couvert de générosité, veulent continuer à maintenir cette situation ne tiennent en fait aucun compte des souffrances de nos compatriotes parmi les plus

démunis, contre lesquels joue de fait une préférence étrangère, dont le cadre de vie se modifie et qui, sans jamais avoir été consultés sur ce point, deviennent chaque jour un peu plus étrangers dans leur propre pays. Qui ne voit que la situation, si elle perdure, va directement à l'encontre de ce qu'affirme le *Compendium* de la Doctrine Sociale de l'Eglise, en reprenant l'enseignement de saint Jean-Paul II, à savoir que «*la nation possède un droit fondamental à l'existence; à garder sa propre langue et sa culture par lesquelles un peuple exprime et défend ce que j'appellerai sa souveraineté spirituelle originelle; à mener sa vie suivant ses traditions propres*».

Marine Le Pen sait aussi bien que nous la différence qu'il y a entre les véritables réfugiés, comme par exemple les malheureux chrétiens d'Orient, et ceux qui cherchent essentiellement des conditions économiques meilleures.

L'enseignement de l'Eglise sur l'immigration n'est pas la préconisation d'un accueil illimité et inconditionnel de «l'autre». L'Eglise, responsable, pose que l'immigration peut être limitée pour des motifs relevant du bien commun. Or, il est évident que le Front National ne souhaite limiter l'immigration pour d'autres motifs que le bien commun.

L'accueil d'un million de migrants comme l'a fait l'Allemagne est objectivement irresponsable, comment rendre possible le devoir exprimé par le pape Benoit XVI qu'ont les migrants de s'intégrer à leur pays d'accueil : «*Les immigrés ont le devoir de s'intégrer dans le pays d'accueil, en respectant ses lois et l'identité nationale* »?

On ne trouve pas dans l'Evangile une ode au multiculturalisme, idéologie prônant la dissolution des identités et des nations dans un monde où les individus seraient «libérés» du joug des normes sociales et culturelles.

Depuis que le poète Paul Valéry a écrit la célèbre phrase : «*Le temps du monde fini commence*», le raccourcissement des distances et l'augmentation des communications ont provoqué une plus grande interdépendance entre les nations. C'est un fait, et nous sommes parfaitement conscients des conséquences de ce fait. Mais il ne faut pas confondre cette «planétisation» avec le projet mondialiste : projet économique, politique, moral (ou plutôt amoral), animé par de puissants réseaux financiers, idéologiques, politiques, médiatiques, qui se proposent la négation de toutes les différences et de toutes les identités : ethniques, culturelles, nationales, spirituelles... sexuelles, pour aboutir à un Homme indifférencié, soumis au dogme de la libre circulation indistincte des marchandises, des capitaux et des êtres humains.

L'Union européenne, mise au service de ce projet, accable de règles, de normes, de contraintes, de charges, cet espace européen, tandis qu'elle l'ouvre à la concurrence sauvage de pays qui n'ont ni règles, ni normes, ni contraintes, ni charges. Sa prétention à régir dans les moindres détails la vie de 500 millions d'européens en a fait une machine à tendance totalitaire, contraire au véritable génie de l'Europe : le continent qui, dans l'histoire de l'humanité, a inventé la liberté et l'égalité des nations. Elle viole allègrement, dans cette perspective véritablement luciférienne, le principe de subsidiarité dont la doctrine sociale de l'Eglise avait fait un élément essentiel du respect des collectivités naturelles. Au nom des droits de l'Homme, mais plus exactement des «droits de l'Homme sans Dieu», elle pratique cette dictature du relativisme que dénonçait Benoît XVI, et dans laquelle se retrouvent toutes les forces politiques qui soutiennent aujourd'hui la candidature de M. Macron. Elle se voue en faveur de la généralisation de l'avortement massif, de la promotion du «LGBT» (lesbian, gay, bi — et trans-sexuel), de la théorie du genre, et demain de l'euthanasie, avec un prosélytisme qui vous stupéfierait si, comme nous, vous aviez accès à ses travaux. Il est urgent d'y mettre un terme et de revenir à une coopération faite de projets communs, de coopération scientifique, culturelle, industrielle ou autre, si possible dans ce cadre, sinon, dans le cadre d'autres coopérations qui, comme Airbus ou Ariane Espace, ne doivent rien au système de Bruxelles.

Ne croyez pas à la générosité des véritables initiateurs du mondialisme dont aujourd'hui Monsieur Macron est, de fait, le candidat. Sous des dehors «humanistes», il y a la volonté, évidente pour quiconque fréquente les milieux politiques, de porter atteinte aux identités nationales comme à la véritable identité européenne, de peser à la baisse sur les salaires, d'organiser les flux économiques entre une partie du monde travaillant dans des conditions proches de l'esclavage et des îlots de consommation (au moins provisoirement), avec comme conséquence inéluctable l'appauvrissement du plus grand nombre et l'enrichissement sans vergogne de la petite caste qui profite de ces flux.

Ce n'est d'ailleurs pas en «tiers-mondisant» la France que l'on résoudra les problèmes du tiers-monde, mais c'est, comme l'a proposé Marine Le Pen dans son ambitieux programme en direction de l'Afrique, par une politique de développement différente de celle que l'on a menée jusqu'à présent, qui consistait trop souvent à prendre l'argent des pauvres des pays riches, pour le donner aux riches des pays pauvres.

Dans votre légitime souci d'universalité spirituelle, ne confondez pas l'égalité ontologique de tous les Hommes avec brassage des populations, et, quoi que l'on vous dise, sachez que la préférence nationale n'est pas contraire à la justice distributive, car il est légitime que les Français soient prioritaires chez eux, comme les étrangers le sont légitimement dans leur propre pays. Rappelez à cet égard les justes propos du Cardinal Felin, alors archevêque de Paris : *«L'Eglise qui proclame que tous les hommes sont frères, corrige l'interprétation erronée qu'on donne parfois à cette fraternité universelle. Elle déclare, en effet, que chacun doit aimer particulièrement ceux qui sont nés sur le même sol que lui, qui parlent la même langue, ont hérité des mêmes richesses historiques, artistiques, culturelles, qui constituent dans l'humanité cette communauté spéciale que nous appelons notre patrie, véritable mère, qui a contribué à former chacun de ses enfants. Elle a droit à un amour de préférence ».*

Nous ne prétendons pas vous imposer un choix électoral au nom de vos valeurs spirituelles, qui sont aussi les nôtres. Toutefois nous osons affirmer que notre projet n'est en rien incompatible avec celles-ci. Rappelons par exemple la «Note doctrinale sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique» donnée en 2002 par le cardinal Ratzinger alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, et confirmée par lui, alors devenu pape, devant les représentants d'un groupe parlementaire européen en 2007 : *«protection de la vie dans toutes ses phases; reconnaissance et défense de la structure naturelle de la famille — union entre un homme et une femme fondée sur le mariage — ; protection du droit des parents à éduquer leurs enfants; protection sociale des mineurs; libération des victimes des formes modernes d'esclavage; droit à la liberté religieuse; développement d'une économie au service de la personne et du bien commun; respect de la justice sociale, de la solidarité et de la subsidiarité; sauvegarde de la paix».* À cette aune, si le programme de Marine Le Pen vous paraît imparfait, comme toute initiative humaine, celui d'Emmanuel Macron demeure le plus éloigné de ces principes, n'en déplaise au journal «La Croix» et à certains membres de l'épiscopat.

En effet, ce programme ne va pas à l'encontre des valeurs chrétiennes dont nous connaissons l'importance dans la formation de la civilisation française et européenne. C'est finalement à un véritable retour au réel et au sens commun que nous aspirons légitimement et nous voyons avec espoir se dissiper progressivement la chape de plomb affective et idéologique qui pesait sur une grande partie des catholiques, clercs ou laïcs, et qui, tout en les empêchant de rappeler à temps et à contre temps les vérités enseignées par le Magistère, les incitait au contraire à hurler avec les loups contre les seuls mouvements de résistance politique face à la décadence de notre Europe.

Vous avez donc le droit de voter «National». Vous en avez la possibilité, et c'est peut-être l'une des dernières qui vous soient données d'enrayer la décadence de nos mœurs, de notre culture, et de notre Patrie.

Nous affirmons avec Marine Le Pen que «l'enjeu de cette présidentielle est un enjeu de civilisation» et pour notre part, nous continuerons notre pacifique combat, nous souvenant des paroles de Jean-Paul II qui, il y a 30 ans, lors de sa rencontre à Rome avec le premier groupe de nos députés européens, leur avait adressé ce message :

«Continuez à vous battre contre la décadence morale de l'Europe!».

Bruno Gollnisch, député européen, membre du bureau politique du Front National

Pascal Gannat, président du groupe FN au conseil régional Pays-de-la-Loire et membre du bureau politique du Front National

